

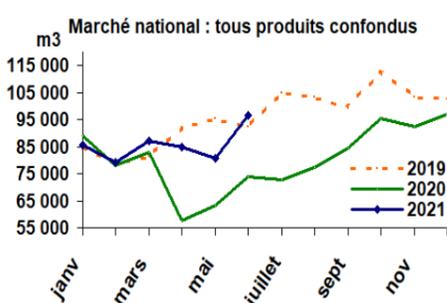
« Préserver autant que possible les intérêts des consommateurs »

Régulateur du secteur pétrolier aval à Madagascar depuis plus de 20 ans, l'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH) a fait le point sur les prix des carburants, gelés depuis deux ans à Madagascar.

A Madagascar, quels ont été les impacts de la Covid 19 et du confinement sur la consommation de carburants en 2020?

Sans surprise, l'arrivée de la pandémie de Covid-19 à Madagascar en 2020, ayant contraint les autorités à adopter des mesures de restrictions, dont le confinement total pour de longs mois, a conduit à une chute de la consommation en carburants du pays.

Dans son ensemble, pour tous les produits pétroliers confondus, le marché a connu un recul de -16,2% par rapport à 2019 avec un creux de -38% en avril 2020. En ce qui concerne les trois produits blancs que sont le Supercarburant, le Pétrole lampant et le Gasoil, leur consommation a baissé de -12% en 2020 par rapport à 2019.



Les niveaux de prix appliqués actuellement à la pompe reflètent-ils la vérité des prix ?

Concernant la gestion des prix des carburants, dans son rôle de porte-parole de l'intérêt général, l'Etat opte toujours pour préserver les intérêts des consommateurs tout en insufflant des signaux montrant un climat d'investissements serein et attractif.

La mission principale du secteur est d'assurer la continuité de l'approvisionnement du pays en produits pétroliers. Ce qui est généralement le cas depuis 20 ans malgré quelques perturbations ponctuelles. Pour cela, les prix de vente à la pompe devraient pouvoir couvrir les coûts de revient des produits sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement tout en assurant la rentabilité des investissements des opérateurs. En cas de fluctuation des éléments des prix de revient, les prix à la pompe devraient normalement suivre la même tendance.



Olivier JEAN-BAPTISTE, Directeur Général de l'Office Malgache des Hydrocarbures

A Madagascar, pour préserver les intérêts des consommateurs contre les effets des fluctuations incessantes des prix internationaux et du taux de change du dollar, l'Etat applique un système de lissage qui consiste à reporter ultérieurement une partie des variations de la vérité des prix.

Certes, cette pratique génère des écarts ponctuels entre les prix à la pompe et la vérité des prix. Toutefois, à termes, ces écarts devraient être épongés par un auto rééquilibrage des coûts des facteurs (prix FOB internationaux et taux de change du dollar) et/ou par un ajustement graduel des prix à la pompe.

C'est le cas, entre autres :

En 2018 et 2019 où les prix à la pompe se situaient respectivement à -707Ar/L (2018) et à -154Ar/L (2019) au-dessous de la vérité des prix. En effet durant cette période, pour préserver les intérêts des consommateurs, l'Etat a appliqué des prix à la pompe inférieurs à la vérité des prix et ce, compte tenu de la cherté des coûts des facteurs.

Ensuite en 2020 où la chute historique des prix des produits pétroliers à l'international de février à avril (pendant quelques mois) a permis tout d'abord de rééquilibrer les effets des écarts négatifs enregistrés en 2018 et 2019 (pendant 2 ans), période durant laquelle l'Etat a décidé d'appliquer des prix à la pompe inférieurs à la vérité des prix pour préserver les intérêts des consommateurs, puis d'anticiper que les effets de la hausse des prix internationaux constatée dès le mois de mai 2020 n'aient pas d'impacts immédiats sur les prix à la pompe à Madagascar et ce, en essayant toujours (même par anticipation) de préserver autant que possible les intérêts des consommateurs.

Enfin depuis avril 2021 où les coûts des facteurs dépassent leurs niveaux d'avant la crise sanitaire en 2020.

Aussi, actuellement et malgré la hausse de ces coûts des facteurs, l'Etat essaie toujours de préserver les intérêts des consommateurs.

Ainsi, les prix à la pompe se situent désormais au-dessous de la vérité des prix. Si la tendance des coûts des facteurs ne montre pas des signes de possibilité de rééquilibrage

automatique des prix à moyen terme, des ajustements sont parfois nécessaires pour éviter le creusement de l'écart négatif des prix à la pompe par rapport à la vérité des prix qui pourrait avoir des conséquences sur la continuité de l'approvisionnement du pays en produits pétroliers.

Quand est-ce qu'on pourrait parler de baisse des prix à la pompe compte tenu du contexte actuel ?

Comme annoncé plus haut, actuellement, les coûts des facteurs des prix des carburants dépassent leurs niveaux d'avant le début de la crise sanitaire.

De nos jours et ce, depuis avril 2021, le pétrole brut s'échange sur le marché à un prix supérieur à celui de décembre 2019, c'est-à-dire avant le début de la chute des prix internationaux consécutive au début de la crise sanitaire mondiale.

L'ariary pour 1USD oscille entre 3751Ar et 3780Ar depuis janvier 2021, soit une moyenne de 3764,62Ar.

A noter qu'en 2019, c'est-à-dire avant le début de la crise sanitaire, un dollar s'échange sur le MID en moyenne à un taux de 3618Ar.

En résumé, le cours actuel du dollar est largement supérieur à celui d'avant le début de la crise sanitaire.

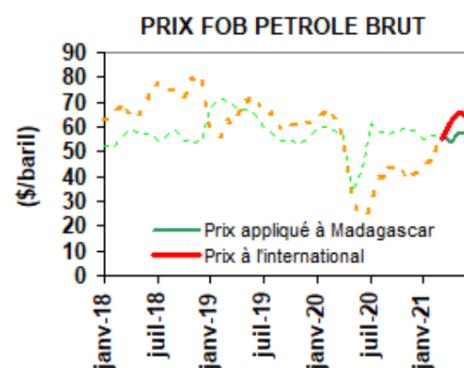
Comme expliqué précédemment, la tendance des prix à la pompe devrait suivre celle de ses coûts des facteurs. Toutefois, pour préserver les intérêts des consommateurs, un système de lissage des prix est appliqué.

Cependant, ce système ne devrait pas constituer un outil pour creuser d'avantage l'écart entre les prix à la pompe et la vérité des prix au risque de fragiliser le système d'approvisionnement du pays.

Aussi, il est nécessaire d'éviter d'appliquer une variation des prix à la pompe en contradiction avec la tendance de ses coûts des facteurs.

Au contraire, si la tendance des coûts des facteurs ne montre pas des signes de possibilité de rééquilibrage automatique des prix à moyen terme, l'éventualité d'un ajustement des prix à la pompe suivant la même tendance que les coûts des facteurs devrait être envisagée.

Quelles seront vos perceptions concernant le marché national et les prix des produits pétroliers ?



Concernant le marché national, nos prévisions tablent sur une nette amélioration de la situation par rapport à 2020. Ceci-dit, bien que les restrictions liées à l'Etat d'urgence soient levées, et que les déplacements reprennent, la consommation en produits pétroliers pour cette année 2021 ne s'écartera pas encore significativement de celle de 2019 (retenue comme référence en termes de situation dite normale par nos statisticiens). Pour ce qui est du volet prix, à l'instar de ce qui a été évoqué plus haut, les principaux paramètres connaissent une évolution remarquable. En effet, en janvier de cette année, le baril de pétrole brut coûtait environ 55\$. En ce mois de juin, ce prix caracole autour de 75\$ soit une hausse de +36%.

Les signaux reçus indiquent que ce niveau des prix est prévu s'étendre jusqu'à la fin de l'année. Le taux de change du Dollar quant à lui ne descendra pas au-dessous de la barre des 3800Ar selon les prévisions.

